

30/05/08

**Devant la
Direction
des
Services
Fiscaux
de
Marseille**



Philippe Laget, tracts en main, en conversation avec des contribuables.

Services publics. Initiative commune de plusieurs syndicats CGT de la Fonction publique, hier à Marseille.

Rencontres agents usagers à Sadi-Carnot

■ Philippe Laget, secrétaire général du Snadgi 13 (CGT Impôts) n'en revenait pas. « Les gens venaient spontanément vers nous pour signer la pétition. Pas de tracts jetés par terre, et plein de questions sur leur contenu. »

Ca se passait hier matin, place Sadi-Carnot. Devant la direction des services fiscaux de Marseille. Les syndicats CGT des agents du ministère des Finances avaient décidé, en cette dernière journée de dépôt des déclarations des revenus, de venir, tracts en main, à

la rencontre des contribuables qui faisaient la queue. Un public en situation d'entendre les arguments selon lesquels les suppressions de postes résultant de la fusion des Impôts et du Trésor seraient lourdement préjudiciables aux usagers. Il est vrai que Marseille a comme un avant-(mauvais) goût de cette perspective : « 130 emplois perdus aux impôts en 5 ans ! » Mais il y a plus. Le collectif CGT Fonction publique a eu la bonne idée de ne pas laisser seuls ceux des Finances. Aussi, y

avait-il également des salariés des ministères de l'Agriculture, de l'Équipement, ainsi que des territoriaux des conseils régional et général. Parmi eux, Jules Cotte du syndicat CGT des personnels techniques et administratifs de la DDE. Il se félicite que ces gens se retrouvent ensemble, parce qu'« ils sont tous logés à la même enseigne avec la réforme générale des politiques publiques (RGPP) ». Et d'expliquer, entre autres, que la fusion DDE / DDA aura des effets comparables à ceux de la fusion Impôts / Trésor. « Tout aussi néfastes. »

Comme il se félicite de leur idée de s'adresser chacun de son côté, et tous ensemble, aux usagers. « Parce que, entre eux et nous, il y a des menaces communes et des intérêts communs. » En témoignage le succès de la pétition pour la défense des services publics. Plus de 1 500 signatures recueillies dans la matinée. Toutes choses qui ne sont pas pour déplaire à Louis Iorio de l'association « Vivent les services publics » présent sur les lieux es qualité.

CHRISTIAN CARRERE

